

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DES ACTEURS DE L'AUDIOVISUEL SUISSE AU SUJET DE LA CONSULTATION SUR LA RÉVISION PARTIELLE DE L'ORDONNANCE RADIO-TV (ORTV)

La proposition de notre ministre des médias, le conseiller fédéral Albert Rösti, de diminuer la redevance TV des ménages de 335.- à 300.- Fr. inquiète profondément les milieux de l'audiovisuel suisse et les associations qui les représentent (le GARP, le SFP, IG, le GSFA, l'ARF/FDS, l'Antenne Romande, l'AROPA, l'ASITIS, ARIA, Fonction:Cinéma, AFAT)*, car la SSR ne serait alors plus en mesure d'assumer non seulement sa mission de service public, mais aussi son rôle de coproducteur et partenaire indispensable des films et œuvres audiovisuelles suisses.

Déjà mise à mal par la précédente baisse de la redevance (passée de 451.- en 2018 à 335.- aujourd'hui), à laquelle s'ajoute le recul massif des recettes publicitaires, l'augmentation du nombre d'entreprises exonérées de la redevance et enfin la non-indexation de son budget sur l'inflation, la radio-télévision publique suisse ne sera tout bonnement plus à même de garantir une offre culturelle diversifiée dans les quatre régions linguistiques de notre pays si son budget était ainsi raboté.

S'il paraît entendu que la SSR doit entamer un profond processus de renouvellement afin de répondre aux attentes du public et des jeunes générations en particulier, on ne peut laisser notre grand média de service public devenir le simple jouet d'intérêts politiques partisans, en particulier avec l'initiative UDC « 200.- Fr. ça suffit ! », qui vise carrément au démantèlement de la SSR sous sa forme actuelle. Or il faut savoir que la diminution du budget de la SRG-SSR, telle que proposée par le conseiller fédéral Rösti, aurait déjà des conséquences catastrophiques, notamment pour le secteur de l'audiovisuel : près d'un millier d'emplois perdus dans l'audiovisuel privé, un désengagement conséquent de la télévision du financement du cinéma, de l'animation et des documentaires, une diminution massive des commandes passées aux producteur-trice·s et industries techniques indépendants, entraînant des répercussions drastiques pour tous les créateur-trice·s, auteur-trice·s, réalisateur-trice·s, compositeur-trice·s, acteur-trice·s, etc.

Il ne fait aucun doute que le vide laissé par une diminution de l'offre de la SSR serait en grande partie comblé par des médias étrangers, mettant ainsi en péril la mission de service public et son indépendance audiovisuelle. Toute baisse du financement de la SSR frapperait donc avant tout le public, alors que 83% de la population suisse utilise chaque semaine une offre de la SSR, souvent sans même en avoir conscience !

C'est pourquoi les acteurs de l'audiovisuel et du cinéma s'opposent fermement à toute diminution du financement de notre média national de service public.

*(GARP : Groupe Auteur-trice·s Réalisateur-trice·s Producteur-trice·s ; SFP : Association suisse de producteurs ; IG : Producteurs Indépendants ; GSFA : Groupement Suisse du Film d'Animation ; ARF/FDS : Association Suisse des Réalisateur-trice·s et scénaristes ; Antenne Romande : un groupe d'intérêt de l'ARF/FDS ; AROPA : Associations Romande de la Production Audiovisuelle ; ASITIS : Association Suisse des Industries Techniques de l'Image et du Son ; ARIA : Association Romande des Industries de l'Audiovisuel; Fonction:Cinéma : Association professionnelle pour le cinéma; AFAT : Associazione Film Audiovisivi Ticino)